

TANT QU'IL RESTE UNE MARGE DE MANŒUVRE...

Pour assurer son avenir, le Luxembourg est dans l'obligation de se repositionner. Aujourd'hui, il doit tout à la fois préserver ses acquis et soutenir de nouveaux secteurs porteurs, se réformer tout en continuant à investir. Dans le contexte budgétaire actuel, rien n'est moins simple.

Texte Sébastien Lambotte Photos Éric Chenal/Blitz

Le Grand-Duché, au cœur de l'Europe, traverse une époque charnière, même si ce n'est certes pas la première fois que le pays doit réorienter son économie pour envisager des lendemains qui chantent. Face au déclin de la sidérurgie amorcé il y a plusieurs dizaines d'années, la finance avait pu prendre le relais avec réussite, devenant le nouveau moteur du Luxembourg. Les volontés politiques de diversifier l'économie du pays ne datent pas non plus d'hier. La crise financière de 2008 a toutefois mis en exergue l'exigence d'y parvenir vite et bien. Dans le contexte économique morose que l'on connaît actuellement en Europe, la tâche n'en est que plus ardue.

Le Luxembourg doit se repositionner, développer de nouveaux secteurs d'activité sans pour autant négliger ceux qui ont fait sa richesse: la finance et l'industrie. «Il est certain que, quelle que soit l'efficacité des secteurs sur lesquels nous pouvons miser, nous aurons du mal à compenser la relative stagnation de la place financière», explique Pierre Gramagna, directeur de la Chambre de commerce. *Le propos n'est pas non plus de dire que la finance n'a plus d'avenir. Au contraire, j'espère de tout cœur que l'industrie financière continuera à*

prosperer. En maintenant un positionnement ambitieux pour la place de Luxembourg, il y a des opportunités à saisir à ce niveau. Le contexte, toutefois, est plus difficile aujourd'hui. Aussi, il faut pouvoir travailler sur de nouvelles niches sur base d'activités déjà existantes au Luxembourg.»

Sept secteurs porteurs

Ces domaines d'activités, ces fameuses niches sur lesquelles l'économie luxembourgeoise pourra à l'avenir s'appuyer, ont déjà été identifiés. Ils font aujourd'hui l'objet de *clusters*, au nombre de sept, dont l'objectif est de définir les éléments à mettre en œuvre pour amener ces secteurs à maturité.

Pour diversifier son économie, le Luxembourg entend miser sur les technologies de l'information et de la communication, les écotechnologies, les biotechnologies, l'espace, la logistique, le traitement des matériaux et des surfaces et les activités maritimes. Pour la plupart de ces secteurs, avec la présence d'acteurs sur le territoire national, le pays dispose d'une bonne base pour appuyer son développement. Mais aucun n'a encore atteint la maturité.

Pour d'autres, comme celui des biotechnologies, des perspectives intéressantes ont été identifiées par le gouvernement, en collaboration avec Luxinnovation, les centres de recherche publics et l'Université. À ce niveau, tout est encore à développer. «Les enjeux, pour le développement de ces secteurs, sont importants», précise M. Gramagna. *Pour les amener à maturité, l'État devra consentir à des investissements conséquents et à des réformes importantes. Or, le déficit budgétaire du Luxembourg est tel que les marges de manœuvre se réduisent. La souveraineté d'un pays comme le Luxembourg, celle qui a permis jusqu'à présent de faire la différence, exige qu'il soit indépendant. Or, cette souveraineté est déjà limitée par l'Europe. Il ne faudrait pas, par ailleurs, que l'économie luxembourgeoise tombe sous la tutelle d'autres états. Sans réaction rapide, on grève nos capacités d'investissement dans l'avenir.»*

Préserver les acquis et investir dans de nouveaux secteurs, tels sont les enjeux qui se posent aujourd'hui pour l'économie luxembourgeoise. La place financière, qui occupe encore un rôle prépondérant dans l'économie nationale, doit pouvoir maintenir son activité, mais aussi se repositionner. Elle entend bien y parvenir en suivant une stratégie définie avec le gouvernement

«Jusqu'à présent, le gouvernement était parvenu à tenir les investissements étatiques à un haut niveau.»

Paul Ensch (Chambre des métiers)



dans le cadre du haut comité de la place financière. «La volonté est de travailler autour de cinq métiers phares, pour lesquels des perspectives claires ont été établies, explique Fernand Grulms, CEO de l'agence Luxembourg for Finance. Il s'agit du wealth management, de l'industrie des fonds et la gestion d'actifs institutionnels, de l'assurance et de la réassurance, de la corporate finance et enfin de la finance non structurée.»

Chercher la croissance dans la finance

Le Luxembourg, pour ces activités, jouit d'une solide réputation. L'enjeu est désormais de pouvoir générer de la croissance pour chacun de ces

métiers, en se posant de nouveaux défis, en développant de nouvelles compétences, en s'inscrivant dans de nouvelles niches, en explorant d'autres marchés. «Si nous voulons continuer à croître, il faut notamment amplifier nos relations avec les pays émergents comme la Chine, le Moyen-Orient avec la finance islamique, ou l'Amérique latine», poursuit M. Grulms.

Dans ce contexte, il faut que le Luxembourg parvienne à mieux se positionner. Dans la mesure où des places financières concurrentes en Europe, comme la Suisse ou Londres, sont actuellement mieux connectées avec ces pays émergents que ne l'est le Luxembourg. Il faut dès à présent redoubler les efforts.

EMPLOI

TENDANCE NÉGATIVE

En juillet 2011, il a été établi que l'artisanat avait pu créer 3.200 emplois supplémentaires en un an. «Nous n'en avons recensé que 500 à la même époque en 2012. On ne peut que redouter le recensement de juillet 2013. La tendance est négative. C'est pourquoi, il faut pouvoir prendre les mesures nécessaires avant qu'il ne soit trop tard», conclut Paul Ensch. Le secteur de l'artisanat, par ailleurs, a besoin d'une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. Actuellement, le système éducatif luxembourgeois ne parvient pas à développer les qualifications permettant de répondre à la demande. Si l'activité luxembourgeoise devait effectivement s'orienter vers la haute valeur ajoutée, le phénomène devrait être plus accentué encore. Des réformes, au niveau de l'éducation nationale, sont aussi préconisées. «Tout comme il faut inciter les jeunes à s'établir à leur propre compte, il faut qu'un changement de mentalité puisse s'opérer. Aujourd'hui, les conditions n'incitent pas les jeunes à entreprendre. Un travail de fond doit être mené à ce niveau, dans les écoles et les structures d'accompagnement de la jeunesse, afin de créer une nouvelle génération de chefs d'entreprise.» **S.L.**